



HAL
open science

L'empire idéal chez William Barron : une union impériale intégrant l'Amérique, d'après les modèles antiques et écossais.

Florence Petroff

► To cite this version:

Florence Petroff. L'empire idéal chez William Barron : une union impériale intégrant l'Amérique, d'après les modèles antiques et écossais.. XVII-XVIII Revue de la Société d'études anglo-américaines des XVIIe et XVIIIe siècles , 2017, L'Empire. Colloque tenu à l'Université Paris-Sorbonne les 20 et 21 janvier 2017 - Dossier coordonné par Ladan Niayesh et Marie-Jeanne Rossignol, 74. hal-01689164

HAL Id: hal-01689164

<https://hal.science/hal-01689164>

Submitted on 21 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

XVII-XVIII

Revue de la Société d'études anglo-américaines des XVIIe et XVIIIe siècles

74 | 2017
L'Empire

L'empire idéal chez William Barron : une union impériale intégrant l'Amérique, d'après les modèles antiques et écossais

Florence Petroff



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/1718/886>

ISSN : 2117-590X

Éditeur

Société d'études anglo-américaines des XVIIe et XVIIIe siècles

Référence électronique

Florence Petroff, « L'empire idéal chez William Barron : une union impériale intégrant l'Amérique, d'après les modèles antiques et écossais », *XVII-XVIII* [En ligne], 74 | 2017, mis en ligne le 31 décembre 2017, consulté le 06 janvier 2018. URL : <http://journals.openedition.org/1718/886>

Ce document a été généré automatiquement le 6 janvier 2018.



XVII-XVIII is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License.

L'empire idéal chez William Barron : une union impériale intégrant l'Amérique, d'après les modèles antiques et écossais

Florence Petroff

- 1 Dans la décennie qui suit la guerre de Sept Ans, les gouvernements britanniques successifs s'efforcent de renforcer le contrôle sur les Treize Colonies d'Amérique du Nord, qui y répondent par une résistance de plus en plus déterminée. Pendant le long prologue à la guerre d'Indépendance (1763-75), la question centrale est celle des pouvoirs que le Parlement de Westminster exerce sur les Colonies, notamment celui de fixer un impôt, et du statut des assemblées coloniales, assujetties ou égales au Parlement. Le gouvernement de Lord North (1770-82) poursuit une politique coercitive connue en Amérique sous le nom de « lois scélérates » qui consiste à fermer le port de Boston, réduire l'autonomie des institutions du Massachusetts, et élargir les prérogatives des gouverneurs de la couronne (1774). Ces mesures non seulement manquent leur objectif mais provoquent le consensus entre les Colonies, qui établissent un Congrès les représentant. Après le début des hostilités, en avril 1775, puis la Déclaration d'indépendance adoptée par le Congrès le 4 juillet 1776, l'enjeu du conflit devient la préservation de l'intégrité de l'Empire. En Grande-Bretagne, la question américaine divise : les « Amis du gouvernement » soutiennent la guerre et la volonté des autorités d'imposer le principe de la suprématie du Parlement, tandis que les « Amis de l'Amérique » prônent la négociation avec le Congrès et défendent les libertés des colons (Cottret 131, 139 ; Greene 87; Dickinson 1-9).
- 2 Cette querelle américaine donne lieu à une profusion de discours, sermons et autres essais qualifiée de « guerre de papier » ou de « guerre des pamphlets » par les contemporains. Plus d'un millier d'écrits publiés en Grande-Bretagne ont été recensés sur la vingtaine d'années qu'a duré la Révolution américaine, et la production culmine pendant la période qui va de 1775 à 1782 (Dickinson 11 ; Adams 1: xiii). Les principaux essayistes britanniques ont été étudiés, à savoir Josiah Tucker, Richard Price, John

Priestley, Samuel Johnson, Edmund Burke, Adam Smith et quelques autres, notamment par Harry T. Dickinson et Emma Macleod. En revanche, *The History of the Colonization of the Free States of Antiquity*, publiée anonymement par William Barron en 1777, est beaucoup moins connue.

- 3 William Barron (? - 1803), ou Barrow, était pasteur dans l'Église presbytérienne d'Écosse. Après des études à l'université de Glasgow, il a successivement servi dans la paroisse de Wamphray dans les *Lowlands* (1763-71) et enfin à Whitburn, entre Glasgow et Édimbourg, à partir de 1771. Il a par la suite été nommé professeur de logique, rhétorique, et métaphysique à l'université de Saint Andrews, l'année suivant la parution de son *History of the Colonization of the Free States of Antiquity* (1778). Comme son prédécesseur Robert Watson, il y enseigne également les Belles Lettres (Cant 108). Il est l'auteur d'une production littéraire qui concerne des sujets aussi divers que les progrès de l'agriculture (*An Essay on the Mechanical Principles of the Plough*, 1774), l'histoire moderne (*History of the political connection between England and Ireland from the reign of Henry II to the present time*, 1780), et la rhétorique (*Lectures on Belles Lettres and Logic*), ce dernier ouvrage étant publié à titre posthume (H. Scott 235-36 ; ODNB). Barron entretenait quelques liens avec le cercle des Lumières écossaises puisqu'il était probablement en contact avec l'historien William Robertson, mais il n'y a aucune trace de lui dans les registres des sociétés de pensée telles que la *Literary Society* à Glasgow et la *Select Society* à Édimbourg.¹
- 4 Le titre de son essai paru en 1777 explicite sa démarche : *The History of the Colonization of the Free States of Antiquity, Applied to the Present Contest Between Great Britain and her American Colonies. With Reflections concerning the future Settlement of these colonies*. L'ouvrage de 151 pages édité par T. Cadell à Londres semble avoir rencontré un public, puisqu'une réédition était prévue en novembre 1777 et que des traductions française et allemande sont parues dès l'année suivante (Adams 488-89).² C'est un essai à la fois historique et politique, dans lequel William Barron se penche sur la question de la crise américaine au regard de l'histoire antique. Les trois premiers chapitres sont en effet consacrés à l'histoire de la colonisation dans l'Antiquité à travers les cas carthaginois, grec et romain. Son objet d'étude est la relation des métropoles avec leurs colonies, en portant l'accent sur les formes de domination et la fiscalité. Un quatrième chapitre vient mettre en parallèle les revendications des colons américains au milieu des années 1770 avec la colonisation antique pour démontrer qu'elles n'ont aucune légitimité. Barron propose ensuite la mise en place d'une union impériale pour mettre fin au conflit avec les Colonies américaines, tout en les maintenant dans l'Empire.
- 5 Cet article s'attache essentiellement à la quatrième partie de cette *History of the Colonization* afin d'analyser la démarche de William Barron qui mêle réflexion spéculative basée sur l'histoire antique à une connaissance assez pointue des positions américaines. Il s'agira tout d'abord de montrer comment Barron s'intègre au débat foisonnant des années 1770 en répondant à d'autres publicistes et en suscitant à son tour des réactions. Nous verrons ensuite comment sa conception de l'histoire englobe les modèles impériaux antiques et l'empire britannique dans un même phénomène, ce qui l'amène à condamner la révolte des colons à un échec certain. L'histoire antique remplit une seconde fonction chez Barron : elle fournit un exemple de réforme impériale exportable dans l'Empire britannique, d'autant plus que cet idéal présente des similitudes avec l'Union anglo-écossaise. Nous nous interrogerons enfin sur la prise en compte des revendications des colons américains dans ce plan de sauvetage de l'empire que propose William Barron.

William Barron dans la « guerre de papier »

- 6 L'essai de Barron s'inscrit dans un dialogue avec d'autres publicistes britanniques dans le contexte d'une véritable « guerre de papier » (Ferguson, *Remarks* 15) en Grande-Bretagne dans la seconde moitié des années 1770. L'année suivant la parution de son *History of the Colonization*, deux ouvrages critiquent la démarche de Barron : *Remarks upon an Essay: Intituled, The History of the Colonization of the Free States of Antiquity, Applied to the Present Contest Between Great Britain and her American Colonies* par John Symonds (professeur d'histoire moderne à Cambridge), et *Historical Remarks on the Taxation of Free States, in a Series of Letters to a Friend* par William Meredith (du moins l'essai est-il attribué à cet homme politique).
- 7 Le travail de William Barron s'inscrit de manière beaucoup plus évidente dans un dialogue avec ses compatriotes écossais, Adam Smith principalement, et Adam Ferguson dans une moindre mesure. Son *History of the Colonization* se présente comme un complément à la réflexion entamée dans *La Richesse des Nations*. Il reprend en effet la démarche initiée par Adam Smith, qui établit une comparaison entre les colonisations grecque et romaine antiques avec la colonisation européenne en Amérique à l'époque moderne. Il lui emprunte aussi plusieurs idées, notamment celle de l'ouverture de la Chambre des communes à des députés élus par les colons des Treize Colonies sur le modèle de la Rome antique.
- 8 Adam Smith possédait l'ouvrage de Barron. L'exemplaire qui figurait dans sa bibliothèque, marqué à son nom, est conservé aujourd'hui à la bibliothèque de l'Université d'Édimbourg.³ Ils se connaissaient certainement puisque William Meredith mentionne que Barron était un ami de l'historien William Robertson, qui lui-même était un ami d'Adam Smith (Meredith 80). Le texte de Barron fait également écho aux écrits d'une autre figure centrale des Lumières écossaises, Adam Ferguson, professeur de philosophie à l'université d'Édimbourg, qui sera par la suite membre de la commission Carlisle chargée de négocier avec George Washington de juin à octobre 1778. Adam Ferguson a lui aussi établi des parallèles avec la Rome antique, mais se pose contre une éventuelle ouverture du Parlement à des députés américains, dans son ouvrage de 1776 qui répond à celui de Richard Price (*Remarks* 10-11, 51-52). Adam Smith et Adam Ferguson poursuivent le débat en publiant chacun un court ouvrage en 1778 et 1779, dans lesquels leurs positions évoluent. Barron, lui, écrit très probablement avant la nouvelle de la défaite britannique à Saratoga (octobre 1777) et avant l'alliance avec la France. Il peut donc encore croire à une victoire militaire et imaginer une réforme impériale qui ne tient pas compte du point de vue des colons révoltés. Le mérite de ces trois Écossais est de ne pas s'en tenir à une analyse de la situation et à l'affirmation que les colonies doivent contribuer à la fiscalité impériale, ils explorent aussi les solutions possibles à la crise, et s'efforcent ainsi de trouver un moyen de maintenir les colonies américaines dans l'empire.

Les modèles impériaux de l'Antiquité

- 9 Pour William Barron, comme pour nombre de ses contemporains, les civilisations anciennes du bassin méditerranéen sont proches, et même vivantes. L'intérêt pour l'histoire antique est vif, et les connaissances sur ce qui est perçu comme les origines de la

civilisation progressent grâce à l'archéologie. Il est courant d'établir des comparaisons entre les systèmes politiques antiques et modernes, ou bien encore entre l'empire commercial de Carthage et l'empire britannique. Le Sénat romain est comparé à la chambre des Lords d'après 1688; la Grande-Bretagne est assimilée à Rome destructrice de Carthage, d'abord dans la guerre de Sept Ans, puis dans le conflit avec les Treize Colonies. La parution du fameux ouvrage d'Edward Gibbon sur la chute de l'Empire romain est alors en cours. Celui-ci donne à voir la disparition d'un empire, au moment où celui de la Grande-Bretagne est menacé. En outre les Anciens fournissent des modèles utiles pour le présent et des exemples, voire des preuves tangibles, tout particulièrement pour les sciences politiques naissantes. Comme l'ont montré Caroline Winterer et Claude Nicolet, l'histoire romaine, grecque ou carthaginoise est l'une des bases de la réflexion dans le monde atlantique du XVIII^e siècle (Winterer 5-7 ; Nicolet 23-30). La démarche de Barron n'est donc pas novatrice, et Adam Smith, ainsi que plusieurs commentateurs français ou anglais contemporains, comparent les empires coloniaux antiques et l'Empire britannique dans le contexte de la querelle anglo-américaine (Goyard 26-27).

- 10 Barron se démarque en érigeant les exemples antiques au rang de référence absolue. Son troisième chapitre affirme l'analogie entre la colonisation romaine à l'époque de la République et la colonisation britannique : « A Roman colony was an exact model of an English American colony, as far as the different constitutions of Rome and Britain will admit » (92). Barron commence par établir un parallèle entre la gouvernance des colonies antiques, copiée sur celle de Rome, et la gouvernance des Colonies britanniques, copiée sur celle de la Grande-Bretagne (le gouverneur représente le pouvoir royal, le conseil est l'équivalent du conseil du roi et les assemblées ressemblent au Parlement). Il poursuit par la description du statut des colons britanniques à travers celui des colons romains. Ces derniers, comme ceux des Treize Colonies, dit-il, ont le pouvoir de voter des taxes et des lois pour leurs colonies et de nommer des agents défendant leurs intérêts en métropole. De même, les colons de Rome ou de la Grande-Bretagne conservent leurs privilèges, mais ne peuvent en faire usage qu'en métropole : « The Roman colonists had no share in the government of the mother-country, no vote in her *comitia*, no access to her honours and offices ; because they had sacrificed voluntarily these advantages to obtain others in the colony, which they valued more » (93). Barron insiste sur le fait que les colons ne sont pas déçus de leurs droits mais qu'ils se sont mis de leur propre volonté, en émigrant, dans l'incapacité de jouir de tous leurs droits de sujets britanniques du fait de la distance qui les sépare de la Grande-Bretagne. S'ils voulaient conserver ces droits, ils n'avaient qu'à rester, ou bien ils n'ont qu'à revenir.
- 11 Le quatrième chapitre, qui se veut une mise en application des leçons de l'histoire antique au cas de la querelle anglo-américaine, va au-delà de l'analogie. Barron y affirme que, puisque aucune des colonies antiques n'a jamais obtenu son indépendance (il laisse de côté le cas de Carthage, ancienne colonie phénicienne), les Colonies américaines ne l'obtiendront pas non plus. L'histoire ne sert plus seulement à établir des parallèles, mais devient pourvoyeuse de preuves irréfutables que la révolte américaine est vouée à l'échec et que les mesures répressives du gouvernement de Lord North sont légitimes. Ainsi les modèles antiques justifient-ils la politique fiscale de la Grande-Bretagne vis-à-vis de ses colonies: « It is farther observable, that the right of Great Britain to impose taxes on her American colonies, is supported by the practice of the greatest and freest states of antiquity, the Carthaginian, Greek, and Roman » (130). La politique de répression est elle aussi soutenue par les exemples anciens. Il n'est même pas nécessaire que les Athéniens

aient effectivement eu recours à la force pour affirmer leur autorité sur leurs colonies; Barron fonde sa conviction sur leur histoire prise dans son ensemble : « That they [the Athenians] would have employed the sword, as Great Britain has done, to vindicate her authority and procure obedience, the whole history of their colonization evinces » (134). En définitive, puisqu'aucune des puissances coloniales antiques n'a jamais toléré ni l'exemption fiscale, ni la révolte de ses colonies, le soulèvement des Américains est un non-sens qui s'inscrit contre l'histoire, conçue comme par nature immobile. Barron voit effectivement l'histoire comme une répétition sans fin puisque, dit-il « similar causes, in all ages, produce similar effects » (131). Il décrit un processus de colonisation continu depuis l'Antiquité, ayant cheminé d'est en ouest en même temps que la civilisation :

We find that colonization proceeds nearly in the same direction, and almost keeps pace with the progress of civilization. The history of society informs us, that civilization has held its course from east to west, from Asia, through Africa and Europe, and from Europe to America. (1-2)⁴

- 12 La démarche de Barron est certes inspirée par celle d'Adam Smith, mais l'usage que l'un et l'autre font de l'Antiquité, tout comme leurs objectifs, sont en vérité très différents. Adam Smith établit des points communs mais voit également des différences. Il souligne par exemple que les colonisations antiques et modernes ne répondent pas aux mêmes besoins (Smith, *Wealth of Nations* 556-57). Son argumentaire est enrichi par les références à l'Antiquité, alors que celui de Barron repose uniquement sur les exemples antiques. Ainsi Adam Smith soutient-il que les colonies à toutes les époques connaissent une plus grande prospérité que les métropoles, mais il avance aussi des facteurs de prospérité qui sont propres aux Treize Colonies (en comparaison avec les autres colonies européennes): leur meilleur mode de gouvernement, les limites au droit de primogéniture, une fiscalité plus légère, et l'accès à un marché extérieur plus étendu. Adam Ferguson, proche d'Adam Smith, invoque à plusieurs reprises l'Antiquité grecque ou romaine pour comparer leurs institutions politiques, et fournir des exemples historiques de répression des révoltes ou de conquêtes qu'il compare avec le cas américain (Ferguson, *Remarks* 9, 14, 20, 25, 27-28, 51-52, 56). Ici le recours aux modèles antiques n'est jamais systématique ni exclusif. Comme chez Adam Smith, l'Antiquité est l'une des sources où le commentateur puise des exemples, mais elle n'en exclut pas d'autres. Lorsqu'il s'appuie sur l'histoire pour démontrer qu'une petite armée est plus efficace dans une œuvre de conquête, il cite Hannibal et César, mais aussi les Saxons et les Normands à l'époque médiévale (*Remarks* 56). À la différence de ses collègues, William Barron base entièrement sa démonstration en faveur de la politique gouvernementale sur les modèles antiques, et instrumentalise véritablement l'histoire. C'est ce qui motive les réponses de John Symonds et de William Meredith, qui lui reprochent de déformer l'histoire pour la mettre au service de la politique. Ils soutiennent que les exemples antiques ne peuvent justifier la politique fiscale britannique, et corrigent de nombreuses erreurs. La controverse concerne ici l'usage que Barron fait de l'histoire, mais pas la crise anglo-américaine proprement dite. Par ailleurs l'Antiquité remplit une seconde fonction chez Barron : elle fournit un modèle de réforme impériale qui assurerait la pérennité de l'empire.

Les modèles d'union romain et écossais

- 13 Comme bon nombre de Britanniques en 1776-77, Barron a la certitude que la rébellion sera vite matée : « Though little doubt is to be entertained that his Majesty's arms will soon prevail against all opposition in America, and reduce his rebellious colonists to

subjection » (138). Cependant, il est conscient qu'il faudra plus qu'une victoire militaire pour faire admettre aux colons la domination de la Grande-Bretagne. Son ouvrage se veut une base de réflexion pour l'élaboration d'un plan de paix durable car, dit-il, « Yet it is not to be supposed, that the independent and unconstitutional principles, which have taken such fast hold of the minds of the people, can be suddenly eradicated. Time only is able to produce compleatly that effect » (138). Il n'y a pour lui que deux politiques possibles. La première option est de tenir les Colonies par la force, la seconde d'ouvrir la Chambre des communes à des députés américains. Il pense que cette réforme impériale devrait à terme satisfaire les colons, ou du moins ceux-ci devraient-ils comprendre qu'ils devront s'en satisfaire : « The colonists will readily accept these terms of pacification, being the most equal and favourable they can possibly obtain » (145). Il souligne que cela constituerait un sacrifice pour la métropole, mais que finalement celle-ci y gagnerait car les Colonies connaissent une prospérité telle qu'elles seront un jour dans la capacité de gagner leur indépendance. Les associer au gouvernement de la Grande-Bretagne serait une façon de leur ôter l'envie de devenir indépendantes le jour où elles en auront les moyens, explique-t-il. Cette solution, il faut le rappeler, garantirait des bénéfices multiples pour la métropole car une fois représentés à la Chambre des communes, les colons ne pourraient plus refuser de payer les impôts votés par celle-ci. Cela permettrait ainsi de sauvegarder le principe de la suprématie parlementaire tout comme l'intégrité de l'Empire.

- 14 L'argumentaire repose cette fois encore sur des exemples historiques. Le premier est celui de l'extension de la citoyenneté romaine à tous les hommes libres d'Italie en 89 avant J.-C., après la révolte dite sociale, c'est-à-dire des alliés. Pour Rome, il s'agissait d'intégrer les ennemis d'hier dans le corps civique afin de garantir la paix ; en ce qui concerne les colons américains, cela signifierait leur garantir les mêmes droits qu'aux Britanniques de métropole. La comparaison n'est cependant pas recevable, et ce pour plusieurs raisons. La loi julienne de 89 avant J.-C. intégrait effectivement des peuples étrangers dans la cité romaine en accordant les privilèges du citoyen romain aux hommes libres du Latium et des cités alliées qui le désiraient. Les colons américains ne sont en revanche pas considérés comme des étrangers, mais bien comme des sujets de Sa Majesté. Par ailleurs, l'édit de Caracalla (212) n'est pas mentionné, bien qu'en généralisant l'attribution de la citoyenneté romaine à tous les hommes libres, il ait parachevé le processus initié en 89 avant J.-C. et renforcé la cohésion de l'empire alors à son apogée. Mais la Rome d'après la chute de la République (31 ou 23 avant J.-C., selon les auteurs) cesse d'être un modèle pour Barron, puisque ce n'est plus un État libre, c'est-à-dire non monarchique (*free state*). La citoyenneté romaine était octroyée à divers titres aux pérégrins méritants (habitants de l'empire non citoyens romains) avant 212. Dans l'Empire romain, l'accès à la citoyenneté venait parachever le processus de romanisation des peuples vaincus, tandis que les colons américains ont toujours appartenu à une aire culturelle commune qu'ils partagent avec leurs frères métropolitains. Certes les Treize Colonies abritent des populations d'origine européenne non britannique, mais celles-ci ne font pas l'objet du propos de *The History of the Colonization*.
- 15 L'argumentation de Barron est bien plus cohérente lorsqu'il fait appel à l'exemple beaucoup plus récent de l'intégration de députés écossais au Parlement de Westminster par l'Union anglo-écossaise de 1707.⁵ L'expérience à Rome est accusée d'avoir mené à la chute de la République, ce qui laisse penser que la constitution britannique serait mise en danger. Le cas écossais fournit par contre un exemple de réussite :

That the execution of this plan will be attended with no convulsions or consequences destructive to the constitution, is apparent from the introduction, into the two houses of parliament, of the representatives of Scotland at the union, whose influence and votes produced no considerable alteration on the measures of government. (146)

- 16 Effectivement les Écossais représentent moins de 10 % des membres du Parlement. Avec 45 députés sur 558 et 16 Lords, ils pèsent peu dans la politique britannique. En ce qui concerne la représentation américaine, Barron imagine un temps futur où celle-ci pourrait l'emporter en devenant majoritaire au Parlement, ce qui aurait pour conséquence la relocalisation du centre de l'Empire en Amérique : « the arrival, perhaps, of the period, when American influence may preponderate in parliament, when that influence may, therefore, transfer to their own country the seat of empire » (145). Il pense, comme Adam Smith, que cette éventualité est probable du fait de la croissance démographique et économique plus rapide dans les colonies (Smith, *Wealth of Nations* 625-26 ; Barron 145).⁶ C'est une perspective qui en revanche inquiète un autre essayiste, William Knox, qui y voit un danger, et veut associer l'intégration des colons au Parlement à des mesures empêchant cette inversion des rôles (Macleod 59).
- 17 L'ouverture du Parlement à des représentants américains, comme cela a été le cas pour les Écossais en 1707, a été discutée par d'autres avant William Barron. À Londres, le quaker Thomas Crowley soutient un plan similaire dès 1768. Sa série de lettres publiées dans le *Public Ledger* sera par la suite rassemblée sous le titre *Letters and Dissertations on Various Subjects* (1776?). Il y expose la nécessité de construire un véritable Parlement impérial qui intégrerait 50 députés aux Communes pour l'Amérique du Nord et les Antilles, 30 députés irlandais et 10 Lords pour chacun des deux espaces, soit un total de 100 nouveaux parlementaires. Il prévoit 29 députés pour les Treize Colonies, chacune élisant un nombre de représentants proportionnel à sa population, par exemple quatre pour la Virginie ou la Caroline du Sud, un pour le Rhode Island ou la Géorgie. Crowley y voit la réponse idéale à la revendication des colons de ne pas être taxés sans leur consentement (« no taxation without representation »). Contrairement à Barron, Crowley renonce à son idée après le début des hostilités puis la Déclaration d'indépendance, qu'il avait voulu à tout prix éviter (Crowley 77-82, 141-46, 156-57, 161). William Knox reprend l'idée, et propose en 1777 ce qu'il nomme une « union perpétuelle » avec l'Amérique et une représentation des colons à Westminster. Cependant cela n'est pour lui qu'un pis-aller motivé par la prise de conscience qu'un retour au *status quo ante* est devenu impossible (Macleod 59).
- 18 L'union impériale a en revanche trouvé un avocat convaincu en la personne d'Adam Smith. Dans *La Richesse des Nations* (1776), celui-ci estime qu'une association des Colonies et de l'Irlande à la Grande-Bretagne serait la meilleure solution. Il soutient que, comme cela a été le cas pour l'Écosse à partir de 1707, l'instauration du libre-échange bénéficierait à l'ensemble de l'espace impérial. Il préconise l'extension du système fiscal britannique à toutes les provinces de l'Empire, ce qui impliquerait une représentativité de l'Irlande et des colonies américaines au Parlement de Westminster. Cette réforme parlementaire, pense Smith, libérerait l'Irlande du poids de l'aristocratie, comme ce fut le cas en Écosse. Quant aux Colonies, elles pourraient dépasser les conflits entre factions propres aux « petites démocraties » (Smith, *Wealth of Nations* 2:933, 944-45; Phillipson 235-37; Skinner 159). Deux ans plus tard, il défend à nouveau le principe de l'union, dans ses *Thoughts on the State of the Contest with America*, adressées à Alexandre Wedderburn (février 1778). Il voit alors quatre issues possibles à la crise impériale et soupèse les

chances d'aboutir pour chacune. L'une d'entre elles est le maintien des Colonies dans l'Empire en vertu d'un traité négocié qui accorderait la représentation aux colons dans un Parlement impérial, car ceux-ci seraient plus enclins à participer au fardeau fiscal si celui-ci leur était imposé par leurs élus. Il est cependant peu probable que cette option soit acceptée par les colons, concède l'auteur, à moins que la Grande-Bretagne ne remporte des campagnes militaires qui les fassent changer d'avis. Du côté des Britanniques non plus, ce plan ne semble pas emporter l'adhésion de beaucoup de monde, concède Adam Smith, à part la sienne (« if you except a solitary philosopher like myself »). Une telle union serait pourtant ce qu'il y a de plus souhaitable selon le philosophe, car elle garantirait la prospérité des Colonies ainsi que la pérennité et la splendeur de l'Empire (Smith, *Thoughts* 381-82).⁷

- 19 Cette innovation est néanmoins rejetée par plusieurs commentateurs comme illusoire ou impraticable. Samuel Johnson, dans son *Taxation no Tyranny*, publié en 1775 en réponse au Congrès de Philadelphie, affirme que même si les colons américains étaient représentés au Parlement, ils n'accepteraient pas pour autant d'être taxés, et recourt à la dérision : « What at last is the difference, between him that is taxed by compulsion without representation, and him that is represented by compulsion in order to be taxed ? ». Enfin, il souligne qu'ils ne souhaitent pas y être représentés et qu'une telle réforme rencontrerait de nombreux obstacles, tels que le choix du nombre de députés par colonie, le fait que le roi n'a pas augmenté le nombre de députés depuis plus d'un siècle et demi, et l'éloignement (« they are too remote to share the general government, and therefore claim the privilege of governing themselves »). Si les planteurs souhaitent réellement être représentés, ils pourront, une fois enrichis, acheter des domaines en Angleterre, conclut-il (Johnson 53-54). Adam Ferguson, lui aussi, voit la distance comme un obstacle insurmontable et estime qu'il est impossible d'accorder la représentation à des populations qui vivent au-delà d'une étendue d'eau de 3000 miles (Ferguson, *Remarks* 10-11, 51-52).⁸ L'idée n'est donc pas propre à Barron qui est, une fois encore, proche d'Adam Smith. C'est sa démarche, uniquement fondée sur des exemples historiques sans tenir compte du point de vue des colons, qui distingue l'auteur de *The History of the Colonization*. Il a néanmoins connaissance des revendications des rebelles américains et conscience que celles-ci ne correspondent pas à la proposition qu'il défend.

Les sources américaines : connues mais ignorées

- 20 Barron accorde une importance primordiale aux sources : « In pursuing his inquiries, the writer has not satisfied himself with any secondary authorities. He has had recourse to the originals themselves », affirme-t-il (4).⁹ Il s'agit certes de sources antiques, mais aussi de sources américaines, à savoir les déclarations du Congrès de Philadelphie de 1774-75, qui sont elles aussi abondamment citées et exploitées. Il cite l'article 4 de ce qu'il nomme *The American Bill of Rights*, qui sont en fait les *Declarations and Resolves* votées par le premier Congrès de Philadelphie le 14 octobre 1774 (Barron 124, 131). Sa documentation inclut également *The Declaration of the Causes and Necessity of Taking Up Arms*, publié par le second Congrès Continental le 6 juillet 1775 (132), *The American Petition to the King* du 8 juillet 1775 (132), le *Journal of the Congress* du 31 juillet 1775 (125), et enfin les *Minutes of the Congress*, du 31 juillet 1775 (135-36). William Barron a pu lire certaines de ces résolutions dans la presse écossaise, notamment le *Scots Magazine* d'août et de septembre 1775, et le *Caledonian Mercury* du 19 août de la même année. Il se démarque des autres essayistes, qui

bien souvent se contentent de faire référence à quelques textes du Congrès en bas de page, mais ne les citent que rarement, préférant les ouvrages produits par d'autres Britanniques. Barron, lui, résume et cite longuement ses sources américaines. Il en tire la conclusion que le seul et unique but poursuivi par les colonies est l'indépendance vis-à-vis du Parlement de Westminster.

The great object which the American colonists have long had in view, and which they have lately taken up arms to obtain, is to be totally independent, as to their internal government, of the two houses of parliament of Great Britain. They claim that, in every colony, their respective houses of representatives shall engross the authority of the two houses of parliament, and that these houses of representatives, along with the King or his viceroy, shall possess every parliamentary power within the colony, as fully is as done by the King and parliament of Great Britain within that island. (124-25)

- 21 Son texte a visiblement été rédigé avant la Déclaration d'indépendance puisqu'il cite des sources datant de 1775 et qu'il pense que les colons restent attachés, au moins formellement, à la couronne : « The object of the Americans is to submit themselves, not to the requisitions of parliament, but to those of the crown, which, consistently with their system, they reckon only constitutional » (139). Il est de surcroît conscient que sa proposition d'ouvrir le Parlement à des députés américains ne correspond en rien aux souhaits de ces patriotes. Il le dit explicitement : « They request not that privilege » (148). Elle ne correspond d'ailleurs pas non plus aux souhaits des loyalistes, qui eux rêvent d'une large autonomie au sein de l'Empire.¹⁰
- 22 Le décalage entre l'idée de Barron et les résolutions du Congrès est manifeste et pose la question des motivations de l'auteur. Sa proposition repose d'une part sur la certitude que la révolte sera matée par la force, et d'autre part sur le principe que la souveraineté parlementaire n'est pas négociable. L'ensemble de son essai est en définitive la démonstration que le Parlement a pleine autorité sur les colonies, qu'il peut légiférer pour elles, les taxer, et réglementer leur commerce. En outre, Barron partage avec nombre d'essayistes britanniques la conviction que les Colonies doivent d'une façon ou d'une autre contribuer au remboursement de la dette publique parce que celle-ci a été contractée lors de guerres coloniales dont elles ont été les principales bénéficiaires. Puisque l'autorité du Parlement ne saurait être rognée ni remise en cause, la seule solution est d'intégrer les colons au sein de celui-ci ; ainsi ils n'auraient plus de raison d'agir contre lui. Il suggère également que la possibilité qu'un jour les Américains l'emportent par le nombre au Parlement et deviennent à leur tour le centre de l'Empire devrait les séduire.
- 23 En outre, même s'il cite des résolutions du Congrès, Barron ne s'adresse pas aux Colonies, mais bien à l'opinion publique britannique et au gouvernement, auxquels il offre le fruit de sa réflexion pour préparer la paix après la victoire qu'il croit prochaine : « When the re-establishment of peace will probably soon become the subject of parliamentary discussion » (3). Ainsi ce court ouvrage s'inscrit dans un espace de débat britannique et dans une réflexion sur la politique à adopter vis-à-vis des colonies rebelles, mais certainement pas dans un dialogue avec celles-ci. Son refus de prendre en compte les revendications américaines est révélateur de l'univers mental dans lequel il évolue. En effet, en Grande-Bretagne, l'indépendance, voire même l'autonomie des Colonies, restent inconcevables en 1777. Tous les essayistes britanniques, hormis Thomas Paine devenu américain, ont mis du temps à accepter l'indépendance américaine, y compris les plus radicaux (MacLeod 12).

- 24 Barron applique en apparence une démarche scientifique rigoureuse en fondant sa réflexion sur des sources antiques et contemporaines. Cependant son parti-pris idéologique l'amène à instrumentaliser l'histoire antique en la mettant au service d'un projet politique. Par ailleurs il prend bien acte du désir d'indépendance des colons, mais refuse d'y répondre. Son essai inscrit les Treize Colonies dans une histoire longue de la colonisation depuis l'Antiquité pour démontrer que la rupture initiée par les rebelles américains s'inscrit contre le cours de l'histoire. Cependant il renie ce principe d'immutabilité en proposant une réforme des institutions parlementaires octroyant aux colons le droit d'élire des députés à la Chambre de communes. En définitive, Barron propose une révision constitutionnelle comme alternative à la rupture initiée par les indépendantistes américains, afin d'assurer une intégrité et une pérennité à l'Empire britannique comparables à celles du modèle romain.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES PRIMAIRES

- BARRON, William. *The History of the Colonization of the Free States of Antiquity, Applied to the Present Contest Between Great Britain and her American Colonies. With Reflections concerning the future Settlement of these colonies*. London: T. Cadell, 1777.
- BARRON, William. *Histoire de la fondation des colonies des anciennes républiques, adaptée à la dispute présente de la Grande-Bretagne avec ses colonies américaines. Traduite de l'anglais. À la quelle on a ajouté trois lettres intéressantes sur la même dispute & les Articles de l'Union d'Utrecht comparés aux Articles de l'Union des colonies de l'Amérique septentrionale*. Trad. Antoine Marie Cerisier. Utrecht: J. van Schoonhoven, 1778.
- BARRON, William. *Geschichte der Kolonisierung der freien Staaten des Alterthums angewandt auf den gegenwärtigen Streit Zwischen Grosbritannien und seinen amerikanischen Kolonien nebst. Betrachtungen über die künftige Einrichtung dieser Kolonien Aus dem Englischen. Mit gnädigster Freiheit*. Leipzig, 1778.
- CROWLEY, Thomas. *Letters and Dissertations On Various Subjects, By The Author of the Letter Analysis A. P. On the Disputes between Great Britain and America*. London, 1776 [?].
- FERGUSON, Adam. *Remarks on a Pamphlet Lately Published by Dr Price: Intituled, Observations on the Nature of Civil Liberty, the Principles of Government, and the Justice and Policy of the War with America, & In a Letter from a Gentleman in the Country to a Member of Parliament*. London: T. Cadell, 1776.
- FERGUSON, Adam. « Memorial on Measures to Be Pursued on the Prospect of the Separation of the American Colonies From Great Britain ». 1779. *The Correspondence of Adam Ferguson: 1781-1816*. Ed. Vincenzo Merolle et al. 2 vols. London: Pickering & Chatto, 1995.
- GIBBON, Edward. *The History of The Decline And Fall of The Roman Empire*. 6 vols. London: W. Strahan and T. Cadell, 1776-1788.
- JOHNSON, Samuel. *Taxation no Tyranny: An Answer to The Resolutions and Address of the American Congress*. London: T. Cadell, 1775.

MEREDITH, William. *Historical Remarks on the Taxation of Free States, in a Series of Letters to a Friend*. London, 1778.

SMITH, Adam. *The Glasgow Edition of the Works and Correspondence II. An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*. Ed. R. H. Campbell and A. K Skinner. Oxford: Clarendon; New York: OUP, 1976.

SMITH, Adam. « Thoughts on the State of the Contest with America ». February 1778. *The Correspondence of Adam Smith*. Ed. Ernest Campbell Mossner. Oxford: OUP, 1987.

SYMONDS, John. *Remarks upon an Essay: Intituled, The History of the Colonization of the Free States of Antiquity, Applied to the Present Contest Between Great Britain and her American Colonies*. London: J. Nichols, 1778.

SOURCES SECONDAIRES

ADAMS, Thomas Randolph. *The American Controversy: a Bibliographical Study of the British Pamphlets about the American Disputes, 1764-1783*. Providence, RI: Brown UP; New York: Bibliographical Society of America, 1980.

ALLAN, David. « Barron, William ». *Oxford Dictionary of National Biography*. OUP, 2004. <<http://www.oxforddnb.com>, 24 February 2017>.

CANT, R. G. *The University of St Andrews: A Short History*. Edinburgh: Oliver & Boyd, 1946.

COTTRET, Bernard. *La Révolution américaine. La quête du bonheur (1763-1787)*. Paris: Perrin, 2003, 2004.

DICKINSON, Harry Thomas. *Britain and the American Revolution*. London: Longman, 1998.

GOYARD, Jean-Baptiste. « Les influences classiques dans la Révolution américaine, 1760-1790 ». Mémoire de DEA. Dir. Bernard Cottret. Université de Versailles St Quentin, 2004.

GREENE, Jack P. *Evaluating Empire and Confronting Colonialism in Eighteenth-Century Britain*. Cambridge: CUP, 2013.

GUTTRIDGE, G. H. « Adam Smith on the American Revolution: An Unpublished Memorial ». *The American Historical Review* 38.4 (July 1933): 714-20.

JASANOFF, Maya. *Liberty's Exiles: American Loyalists in the Revolutionary World*. New York: Alfred A. Knopf, 2011.

LANDSMAN, Ned C. « The Provinces and the Empire: Scotland, the American Colonies and the Development of British Provincial Identity ». *An Imperial State at War: Britain from 1689 to 1815*. Ed. Lawrence Stone. London: Routledge, 1994. 258-87.

LANDSMAN, Ned C. *From Colonials to Provincials: American Thought and Culture, 1680-1760*. Ithaca, NY: Cornell UP, 2000.

MACLEOD, Emma. *British Visions of America, 1775-1820: Republican Realities*. Bookfield, VT: Pickering & Chatto, 2013.

MCELROY, Davis. « The Literary Clubs and Societies of Eighteenth-Century Scotland, and Their Influence on the Literary Productions of the Period from 1700 to 1800 ». Thèse. Université d'Édimbourg, 1952.

MIZUTA, Hiroshi, ed. *Adam Smith's Library: A Catalogue*. Oxford: Clarendon, 2000.

NICOLET, Claude. *La Fabrique d'une nation. La France entre Rome et les Germains*. Paris: Perrin, 2003.

PHILLIPSON, Nicholas T. *Adam Smith: An Enlightened Life*. Yale: Yale UP, 2012.

SCOTT, Hew. *The Succession of Ministers in the Church of Scotland from the Reformation*. Vol. 1 of *Fasti Ecclesiae Scoticae*. New ed. Synods of Lothian and Tweeddale. Edinburgh: Oliver & Boyd, 1915.

SKINNER, Andrew S. « Adam Smith and America: The Political Economy of Conflict ». *Scotland and America in the Age of Enlightenment*. Ed. Richard B. Sher and Jeffrey R. Smitten. Edinburgh: Edinburgh UP, 1990.

WINTERER, Caroline. « Model Empire, Lost City: Ancient Carthage and the Science of Politics in Revolutionary America ». *William and Mary Quarterly* 3rd ser. 67.1 (January 2010): 3-30.

NOTES

1. La Literary Society de Glasgow comptait 67 membres en 1786, dont Adam Smith, Adam Ferguson, William Leechman, David Hume, les frères Foulis et de nombreux universitaires et hommes de loi (McElroy 578-80). La Select Society à Édimbourg comptait 60 personnes en 1763, dont James Boswell, William Robertson, John Adams et des avocats en nombre. Adam Smith et Adam Ferguson en avaient été membres (McElroy 592-93).
2. Le projet de réédition est évoqué dans une lettre du 13 novembre 1777, BL : Add. MSS 38306 f.76 in *Liverpool Papers*, Vol. CXVII. Je remercie chaleureusement Jean-Baptiste Goyard de m'avoir transmis cette information.
3. EUL Smith.1604/2. Les textes des contradicteurs de Barron, Symonds et Meredith ne figurent en revanche pas dans la liste des ouvrages possédés par Adam Smith (Mizuta).
4. George Berkeley décrit lui aussi l'avancée vers l'ouest de l'Empire et de la civilisation dans un poème daté de 1752. L'idée a été reprise par Benjamin Franklin dans une lettre à un ami (Landsman, *From Colonials to Provincials* 177).
5. Le cas écossais a inspiré Benjamin Franklin d'une toute autre manière. Dans une lettre à son fils William, alors gouverneur du New Jersey, il évoque la possibilité de donner aux Treize Colonies un statut comparable à celui de l'Écosse avant l'union de 1707, à savoir l'existence de deux États séparés mais sous l'autorité d'un même roi (13 mars 1768, BFP XV, 75). John Adams fait de même dans la *Boston Gazette* en mars 1775 sous le pseudonyme de « Novanglus » (Cottret 90, 100, 151).
6. Ned Landsman souligne que cette idée est tout particulièrement répandue parmi les Écossais qui partagent avec les Américains le sentiment d'appartenance à une province de l'empire (*From Colonials to Provincials* 208 ; *The Provinces and the Empire* 266).
7. Ce memorandum a été attribué à Adam Smith par G. H. Guttridge (1933), puis intégré par R. H. Campbell et A. K. Skinner à leur édition complète des œuvres et de la correspondance d'Adam Smith (1976).
8. L'idée d'une vaste confédération impériale a été rapidement discutée en Amérique, notamment par les candidats du concours Sargent's Prize Medal. Leurs essais ont été publiés à Philadelphie en 1766 sous le titre « Four Dissertations, on the Reciprocal Advantages of a Perpetual Union Between Great-Britain and Her American Colonies ». Elle a aussi été défendue par le gouverneur Thomas Pownall en 1764 (Cottret 75).
9. Les trois premiers chapitres contiennent effectivement de très nombreux renvois à des auteurs grecs (Polybe, Strabon, Hérodote, Diodore de Sicile, Aristote, Xénophon, Thucydide) ou latins (Horace, Ovide, Salluste, Appien, Cicéron, Tite Live, Dion Cassius).
10. Cela apparaît dans la pétition que les Loyalistes adressent aux autorités britanniques de New York, la « Loyalist Declaration of Dependence » (25 nov. 1776), proche du plan de Joseph Galloway qui avait été rejeté par le premier Congrès de Philadelphie en 1774 (Jasanoff 25, 32-33).

RÉSUMÉS

Au cœur du débat qui oppose les partisans et les opposants à la politique américaine du gouvernement britannique, un Écossais méconnu propose une issue à la crise impériale. Dans son court essai intitulé *The History of the Colonization of the Free States of Antiquity* (1777), William Barron dresse le tableau de la colonisation chez les civilisations antiques comme base de réflexion sur le conflit en cours avec les Treize Colonies d'Amérique. L'Antiquité est ici investie d'un double rôle didactique. D'une part les formes de colonisation anciennes sont un miroir pour l'empire britannique et un modèle auquel les colons américains devraient se conformer. Par ailleurs, les exemples de la Rome républicaine et de l'Union anglo-écossaise servent à démontrer que l'ouverture du Parlement à des députés américains mettrait fin au conflit.

In the midst of the debate opposing supporters and opponents to the British government's policy in America, an unknown Scotsman proposed a way out of the imperial crisis. In his pamphlet entitled *The History of the Colonization of the Free States of Antiquity* (1777), William Barron develops an analysis of the unfolding conflict with the Thirteen Colonies of America based on his understanding of colonization in ancient civilizations. Antiquity is endowed with a double didactic role. On the one hand, ancient forms of colonization are mirrored in the British Empire and appear as models which the American colonists should comply with. On the other hand, Republican Rome and the Anglo-Scottish Union provide examples to make the case that granting the Americans representatives in Parliament would bring the conflict to an end.

AUTEUR

FLORENCE PETROFF

Université Paris 8